

Quelle mouche a piqué De Wever ?

■ En menant une politique de droite belge, Bart De Wever rêverait de pousser les francophones (autrement dit le PS) à être “demandeurs” d’une réforme de l’Etat enfin idéale et ultime. Mais celle-ci existe-t-elle, et son arrière-ban l’accepterait-il ?

Etre puissant, c’est comme être une femme. Si vous devez dire aux gens que vous l’êtes, c’est que vous ne l’êtes pas”, disait déjà Margaret Thatcher. C’est peut-être également vrai pour le fait d’être – ou pas – nationaliste flamand. En tout cas, je n’ai pas pu m’empêcher de songer à cette citation de la dame de fer à la lecture de la lettre ouverte de Bart De Wever, que celui-ci commence et termine en affirmant résolument que la N-VA est et reste un parti nationaliste flamand dont les “convictions flamandes” ne sont pas à mettre en doute.

Le doute a donc bel et bien surgi, à la plus grande consternation de ce qui reste du mouvement flamand. Ce qui l’a fait apparaître au grand jour, c’est la rupture récente du parti avec “Vuyte et Veerle” (comme on appelle le duo en interne), raison de la missive de De Wever. Mais, plus fondamentalement, la raison réside dans le choix qu’a fait la N-VA de prendre part au pouvoir politique belge sans s’assurer au préalable de pouvoir poser de nouveaux jalons vers l’autonomie de la Flandre. Et surtout d’envisager d’emprunter à nouveau cette voie-là après les prochaines élections. Ce en quoi la N-VA a effectivement pris ses distances par rapport à une ligne suivie jusqu’ici par tous les partis qui ont incarné le nationalisme flamand.

Celle-ci était fondée sur une grande méfiance et une grande répulsion à l’égard de toute participation à la gestion de la Belgique. C’était seulement quand un grand pas pouvait être fait vers plus d’autonomie flamande qu’on envisageait d’entrer dans les cénacles du pouvoir belge. Arracher les grandes avancées en question était justement l’objectif numéro un du nationalisme flamand. C’est la ligne qui a toujours été suivie par la Volksunie. Et par la N-VA également. Jusqu’en 2014, quand la N-VA rejoint le gouvernement Michel.

Réformes complexes et coûteuses

Pour justifier cette volte-face, Bart De

Wever argumente que cette stratégie traditionnelle a toujours été la mauvaise. “Lors des précédentes réformes de l’Etat, les francophones étaient chaque fois assis dans un fauteuil”, explique-t-il dans sa lettre, parce qu’ils n’étaient “demandeurs de rien”. Il suffisait qu’ils attendent “que les Flamands, découragés, abandonnent la partie à l’issue de négociations interminables”. Dans la suite du raisonnement, il semble bien que l’expression “les francophones” soit pour lui synonyme de “PS”.

Bart De Wever dresse alors le bilan de ce que cette situation a produit : “Des réformes de l’Etat qui ont rendu tout plus compliqué, ont coûté des masses d’argent à la Flandre et n’ont apporté aucune réelle autonomie.” Telle est la vision que le président de la N-VA semble porter sur quarante années de régionalisation.

Que les réformes successives de l’Etat

aient tout rendu plus complexe, on peut difficilement ne pas le reconnaître. Que tout cela ait coûté beaucoup d’argent non plus, même si la facture a été payée non par les seuls Flamands mais par tous les Belges, du fait de la multiplication des niveaux de pouvoir et des administrations. C’est le prix du fédéralisme et de l’autonomie. Malheureusement, pour Bart De Wever, cette autonomie n’est en plus pas “réelle”.

Curieuse lecture de l’histoire

Suivons-le dans son postulat du résultat lamentable des réformes de l’Etat. Reste alors à voir si son analyse des causes – la méthode qui a été utilisée pour parvenir à ces réformes – est juste.

Dire que les Flamands ont toujours été demandeurs et pas les francophones, c’est faire une lecture pour le moins curieuse de l’histoire communautaire : dans le meilleur cas, c’est exact en ce qui concerne la sixième réforme de l’Etat, et encore en y mettant pas mal de bonne volonté. Mais en résumé : lors des quatre premières réformes, le PS – et alternativement aussi d’autres formations francophones – plaiderait pour plus d’autonomie régionale; lors de la cinquième, les

partis francophones voulaient un refinancement des communautés, et pour la sixième, un refinancement de Bruxelles.

La plupart du temps, les Flamands avaient aussi des revendications. Mais pas toujours.

La réforme de 1980, qui a mis en place la régionalisation après la débâcle du pacte d’Egmont, a même été imposée par le président du PS, André Cools, contre la volonté des partis flamands qui voulaient que l’accent soit mis sur le socio-économique. A l’époque, il régnait au PS et au sein des syndicats wallons une véritable volonté d’autonomie, notamment par frustration envers une Belgique qu’ils voyaient alors dominée par une Flandre très à droite, “l’Etat -CVP”. Le PS ne voulait pas de cure d’opposition; il espérait pouvoir sauver l’industrie wallonne du déclin en menant une politique de gauche.

L’Histoire montre donc que cela existe, des socialistes francophones demandeurs d’une réforme de l’Etat, ce que Bart De Wever dit vouloir atteindre aujourd’hui en menant une politique de droite au fédéral. Mieux même à l’époque, le PS a été, avec le CVP, l’un des moteurs du processus de régionalisation. Seulement, le contexte du moment était très différent. Les chances pour que le PS soit à nouveau demandeur à court ou même moyen terme sont très réduites. Parce que régionaliser encore plus, en tout cas dans le domaine de la sécurité sociale, serait financièrement très en défaveur des habitants du sud du pays. De plus, on perçoit bien qu’il est quasiment impossible de mener des politiques très différenciées au niveau régional. Mais imaginons que le PS redevienne demandeur. Est-ce que cela changerait tant que ça le résultat ?

Statu quo communautaire

Au vu du passé, pas vraiment. En tout cas pas d’après Bart De Wever, selon qui les réformes de l’Etat classiques n’ont produit que des résultats désastreux. C’est aussi de cette façon qu’elles ont été perçues en leur temps par une bonne part du mouvement flamand.

Les plus radicaux des nationalistes flamands se sont révoltés contre la plupart des réformes de l’Etat, ce qui s’est souvent soldé par des schismes. Bart De Wever a beau dire que la solution, pour obtenir un contexte de négociation favorable, est que le PS devienne demandeur, la réforme pour laquelle le PS a le plus insisté – celle du pacte d’Egmont – est aussi celle qui a provoqué le plus grande gueule de bois au nord du pays. N’est-ce pas plutôt là qu’il faut chercher une importante explication au choix de la N-VA de gouverner sans réforme de l’Etat ?

Au vu de l’expérience de 2014, il semble à la limite plus facile de vendre un statu quo communautaire aux militants nationalistes que de leur faire avaler une réforme de l’Etat, qui implique inévitablement toutes sortes de compromis avec d’autres partis, PS inclus, et qui leur est donc indigeste. Pour l’arrière-ban nationaliste, il est plus agréable de croire à la vision lointaine du pas idéal et définitif vers une Flandre indépendante que de devoir se résoudre à la dure réalité d’un énième compromis qui serait encore une fois perçu comme vaseux. Et cette réalité-là n’est pas prête de changer : la complexité et le coût élevé sont le lot de toutes les réformes de l’Etat, vu qu’il faut inmanquablement réconcilier les visions et les intérêts de 6 ou 8 partis différents.

Entre-temps, toutes ces discussions qui suscitent tant d’émotions auprès des nationalistes flamands ne réussissent guère à capter l’intérêt des autres Flamands, lesquels sont très largement majoritaires. Sans compter qu’ils sont encore moins enthousiastes à l’idée de voir tout cela paralyser une fois de plus le pays durant des années. Voilà une explication encore plus sérieuse de la transformation (temporaire) de la N-VA en parti de gestion belge.

→ Dave Sinardet publie une opinion dans “La Libre” un samedi sur deux.

DAVE SINARDET

Professeur de sciences politiques à la Vrije Universiteit Brussel et à l’Université Saint-Louis Bruxelles.